Les jeunes ont du mal à trouver des formations en alternance

Sous l'effet de la crise, les employeurs diminuent leur recours aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Bureau du directeur, au Centre de formation des apprentis (CFA) du Mans, spécialisé dans les métiers du bâtiment. En cette période de rentrée scolaire, Jean Marti épiluche la liste des 1 078 inscrits... et des autres. « Pour le moment, comptabilise-t-il, je n'ai pas pu intégrer 142 jeunes qui désiraient suivre un apprentissage dans le BTP, car ils n'avaient pas trouvé d'entreprise pour assurer leur formation pratique. » Malheureusement, ce CFA de la Sarthe n'a rien d'un cas isolé. En France, de 5 à 10 % des jeunes intéressés par l'alternance sont encore à la recherche d'un employeur, estimait le secrétaire d'État à l'emploi, Laurent Wauquiez, en fin de semaine dernière.

L'apprentissage, excellent passeport pour l'insertion professionnelle, se heurte violemment à une conjoncture en berne. Confrontés à de fortes baisses d'activité, les entrepreneurs signent moins de

contrats de professionnalisation ou d'apprentissage, voire plus du tout. Isabelle Legrand, directrice du CFA « Éducation nationale » de Rennes (Ille-et-Vilaine), affronte cette réalité au quotidien : « Les chefs d'entreprise répondent qu'ils éprouvent de grandes difficultés à se projeter dans l'avenir, par manque de visibilité. » En 2009-2010, son établissement devrait accueillir 60 élèves en apprentissage, contre 80 en septembre dernier. Sur l'ensemble de la Bretagne, souligne-t-elle, 3 000 jeunes cherchent encore une entreprise.

Pour ces derniers, la quête vire au parcours du combattant. « Certains ont envoyé jusqu'à 150 candidatures... pour un résultat nul, reprend Isabelle Legrand. Ceux qui ont finalement décroché un contrat ont effectué un véritable écumage de la région. » Plusieurs d'entre eux ont toutefois joué de malchance : leur contrat en bonne et due forme a été annulé à la rentrée, suite à la faillite de l'entreprise recruteuse. « Nous espérions que les incitations financières destinées à développer l'apprentissage, annoncées au printemps par Nicolas Sarkozy, apporteraient une aide, commente Jean-Marie Dusseigneur, créateur

d'un portail d'information sur l'apprentissage (1), qui travaille avec tous les acteurs du système... Mais lorsqu'une entreprise n'a pas de travail à fournir, elle n'embauche pas, malgré les primes et les déductions ! »

« Ça coince particulièrement du côté de la menuiserie et de la peinture, relève Jean Marti au Mans, alors que le génie climatique, la plomberie et l'électricité tirent leur épingle du jeu. »

Tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne. « Ça coince particulièrement du côté de la menuiserie et de la peinture, relève Jean Marti au Mans, alors que le génie climatique, la plomberie et l'électricité tirent leur épingle du jeu. » En Bretagne, décrit Isabelle Legrand, « nous croulons sous les demandes des entreprises d'esthé-

tique-cosmétique par exemple. Les plus grosses difficultés concernent les formations au diplôme de BTS géomètre-topographe, ainsi que les métiers de l'impression et des industries graphiques. » Certains observateurs estiment qu'il s'agit d'un retard à l'allumage. « Dans l'artisanat, explique-t-on ainsi à l'assemblée permanente des chambres de métiers, nous sommes passés d'une baisse de 30 % avant l'été à une avance de 8 % actuellement. Les artisans ont sans doute laissé passer les vacances pour y voir plus clair. »

Pour attendre des jours meilleurs, Laurent Wauquiez a annoncé que la loi allait rapidement être modifiée afin de permettre aux jeunes de s'inscrire en CFA et de démarrer leur formation théorique. « Dès qu'ils auront trouvé une entreprise, ils commenceront le système de l'apprentissage », a-t-il précisé, soulignant aussi la « mise en place d'un financement en urgence » pour qu'il n'y ait plus de contrat d'apprentissage bloqué par des soucis de financement. Il devrait faire le point de la situation jeudi avec Martin Hirsch, en charge de la jeunesse, et Christine Lagarde, sa ministre de tutelle à l'écono-

mie, à l'emploi et aux finances, à l'occasion de la publication des chiffres mensuels d'inscription au chômage.

Pour certains professionnels, la conjoncture ne doit pas faire oublier des problèmes chroniques, notamment dans les activités en pénurie de main-d'œuvre. « Notre secteur forme des niveaux CAP à bac + 5 et offre des débouchés porteurs, insiste Éric Sobolowski, directeur du CFA Propreté de Marseille. En outre, nous avons mis en place des aides à la mobilité et au logement de nos apprentis. Mais nous demeurons encore méconnus », déplore-t-il.

Faute d'employeur, certains jeunes se rabattent sur des bacs professionnels sans alternance, ou d'autres filières plus classiques. Pour les plus de 16 ans, non soumis à l'obligation scolaire, la situation pourrait devenir plus préoccupante. « Si un jeune doit différer son projet d'apprentissage, prévient Isabelle Legrand à Rennes, il faut veiller à ce qu'il puisse s'inscrire dans des cursus où il pourra accroître ses qualifications, le temps que la situation s'améliore. »

MARIE DANCER

(1) www.franceapprentissage.fr